

CONFÉRENCE DE CHRISTIAN TERRAS à Viriat, le 19 novembre 2011

Gilbert Janeyriat, président du CAR (*Chrétiens de l'Ain en recherche*), présente Christian Terras.

Christian Terras, licencié en théologie, est un chrétien laïc, marié, père de deux grands enfants.

Professionnellement, il est chargé de mission pour l'insertion des jeunes en difficulté, auprès du rectorat de Lyon, « l'école de la deuxième chance ».

Il a vécu sa jeunesse dans le département de la Drôme. Très vite les exigences de sa foi l'ont poussé à s'investir dans l'animation de sa paroisse. Ses premières expériences lui ont fait découvrir la nécessité de la formation des chrétiens, formation qu'il a alors développée le plus largement possible dans le secteur où il vivait. Et pour être plus compétent il a tenu à passer sa licence de théologie à la faculté catholique de Lyon. Mais il faut le préciser, Christian Terras a toujours été laïc et sa licence de théologie n'a pas forcément été appréciée par certains hommes de l'Église, qui voient souvent dans la compétence religieuse des laïcs, une concurrence dangereuse.

*Constatant les lourdeurs de l'Église, dues en partie à l'attitude de trop de clercs cramponnés à leur pouvoir, il a décidé, avec une toute petite équipe, de lancer en 1985 la revue *Golias*. Depuis, avec une équipe plus élargie dans le monde, représentant diverses sensibilités, il l'anime et la dirige pour que soient entendues dans le monde d'aujourd'hui des voix de chrétiens qui veulent vivre dans l'esprit du Concile Vatican II. Au cours de son intervention, il aura sans doute l'occasion de rappeler tel ou tel aspect de son expérience de chrétien engagé pour l'Évangile.*

Les recherches de Christian Terras, que certains d'entre nous ont déjà entendu exposer, nous ont paru rejoindre les propres réflexions du CAR. Nous pensons que le débat qui suivra nous aidera, spécialement dans les conditions difficiles de ce diocèse, encore accentuées récemment par les événements imposés à la paroisse Saint-Pierre-Chanel.

Merci de ce mot d'accueil. Je suis très touché par la rencontre que nous avons faite pour préparer cette réunion il y a quelque temps avec Louis Goy et Jean Molard. Je suis très touché de vous rencontrer dans un contexte que je connais malheureusement depuis très longtemps, pour suivre l'actualité du diocèse de Belley-Ars depuis quasiment la fondation de *Golias*. Nous savons combien vous souffrez, dans votre vie de chrétien, dans votre vie d'hommes et de femmes attachés à l'Évangile, attachés à l'Église, d'un dogmatisme, d'un autocratie épiscopal sans limite ; ce qui se passe à Saint-Pierre-Chanel en est la nouvelle démonstration, si tant est qu'il y avait besoin d'un nouveau cas. Je me souviens simplement que lorsque nous avons fait un numéro spécial sur le diocèse de Belley-Ars, il y a une dizaine d'années, avec mon équipe de *Golias*, nous avons fait le tour des maisons de la presse du diocèse, de manière à relayer ce que nombre de chrétiens et de chrétiennes vivaient sur le terrain, par rapport à cette chape de plomb que Mgr Bagnard et ses « Bagnard boys » imposent depuis plus de vingt ans dans cette Église des pays de l'Ain.

● « D'où je vous parle... »

Je vais vous dire en deux mots de quel endroit je parle, afin que vous situiez ma proposition et ma perspective de manière concrète et précise.

Je suis né dans le catholicisme, d'une famille ouverte, qui a vécu le Concile Vatican II comme une libération. Une famille qui n'était pas nécessairement militante dans des associations mais qui a toujours été impliquée dans la vie de la paroisse. Ma mère faisait le caté, mon père s'occupait du Conseil financier. Et très tôt, formé notamment par la JEC (Jeunesse Étudiante Chrétienne), par les aumôniers de lycée, je suis arrivé à la conscience qu'un chrétien qui prenait sa foi au sérieux, dans un environnement porteur à l'époque, ne devait pas en rester à une manière de vivre passive, spectatrice, et qu'il fallait être acteur, sujet « quelque part », comme on dit aujourd'hui, de sa théologie et non pas seulement objet. C'est ce qui m'anime depuis l'âge de seize ans. Je me suis impliqué sur le plan pastoral de manière importante pendant plus de vingt ans, en proposant des lieux alternatifs à la paroisse ou aux paroisses dans lesquelles j'étais, qui se voyaient désertées notamment par les jeunes adultes de 30-45 ans avec leurs enfants.

Mettre en place des réseaux de formation, pour qu'en tant que chrétien laïc on ne soit pas simplement suspendu à la bouche du prêtre pour s'approprier un décryptage d'une lecture de l'Évangile : c'est cela être sujet de sa théologie, être sujet de son vécu dans l'Église, être sujet de sa mission dans le monde, par rapport au témoignage de Jésus. J'ai vécu avec douleur le fait que cette initiative, qui regroupait 50 à 80 chrétiens, ait été perçue, à un moment donné, par les prêtres du regroupement paroissial en question comme une tentative de protestantiser l'Église.

Rendre les chrétiens adultes, pas simplement dans leur vie sociale, pas seulement dans leur vie familiale, dans leur vie politique, dans leur vie culturelle, mais aider à faire en sorte que les chrétiens laïcs pensent par eux-mêmes, soient aussi adultes dans leur foi et responsables dans l'accompagnement de la communauté des frères et des sœurs qui se réclament de l'Évangile, eh bien cela, c'est protestantiser l'Église. Alors il a fallu l'arbitrage d'un évêque, Mgr Marchand, évêque de Valence à l'époque, pour venir voir ce qui se passait dans ces cellules de formation ecclésiale où l'on priait, où l'on lisait la Bible, où l'on célébrait l'eucharistie avec le vicaire, pour qu'il perçoive que ces communautés de base étaient peut-être les pierres d'attente d'une Église plus évangélique. Et fort de cette visite qui a duré quatre heures, il m'a dit en partant : « Christian, je veux cent communautés de ce type dans le diocèse ». Je lui ai dit « On ne fera pas les cent tout de suite, on va en programmer dix par dix tous les deux ans, avec formation tous les week-ends ou un week-end par mois de manière intensive, etc... »

Au bout de trois ou quatre ans, j'ai souhaité que ces « rencontres d'alphabétisation théologique », comme on les nommait à l'époque, se fassent avec un médiateur, de manière à ne pas être quelqu'un qui s'installe à son compte et qui, par certains projets ou décisions personnels, ait envie de faire Église à son compte. La dimension ecclésiale a toujours été dans mon panorama et ma manière de fonctionner.

J'ai donc demandé à l'évêque qu'un théologien du diocèse m'accompagne. Nous avons cheminé avec ce théologien pendant plusieurs mois, plusieurs années. Il m'a dit qu'il vivait là une expérience qu'il n'avait jamais connue après vingt ans de ministère.

Et puis, chemin faisant - je ne savais pas l'analyser à l'époque, je n'avais pas les outils pour comprendre ce qui se passait - les gens se sont faits plus rares dans ces communautés, dans ces lieux de formation. On est passés d'une centaine à trente ou quarante. Un jour, j'ai compris que les gens ne venaient plus, ou venaient avec réticence, parce que les douze curés du secteur paroissial vivaient ce travail, pourtant validé par l'évêque, comme une concurrence déloyale à leur pouvoir, à leur savoir. Effectivement, il n'est pas toujours très agréable pour un prêtre d'entendre, à la fin de la messe, un homme ou une femme en formation, qui rentre dans une intelligence de la foi, qui a des outils de compréhension historique, culturelle, théologique, fussent-ils initiatiques, lui dire, même si c'est fait avec délicatesse, et cela s'est produit souvent : « Votre homélie, votre sermon, je le trouve un peu moraliste, je le trouve un peu « permis - défendu », je le trouve un peu incantatoire quant à la manière d'encourager, de stimuler l'appétence de nourrir sa foi. J'aurais aimé que vous signaliez dans votre homélie que le texte de saint Paul ou de saint Luc que vous avez abordé, apportait, dans le contexte où il a été écrit, un autre regard, une autre vision ».

Si bien que la délégation des douze prêtres en question est allée voir l'évêque pour dire : « Plus question que nous tolérions sur le territoire inter-paroissial ce type de démarches, fussent-elles validées par vous. »

L'évêque m'a appelé et m'a dit : « Christian, je suis obligé de mettre un terme à ce que je pensais être l'avenir pour le diocèse ». Et ma question naïve à l'évêque a été : « Mais Père, vous savez bien que les changements sont toujours difficiles à accepter, donc il faut du temps, il faut être patient, l'hostilité de ces prêtres ne me dérange pas ; faut-il encore qu'on en parle franchement, de manière transparente, de manière à casser les représentations. Je ne suis pas là pour prendre leur boulot, je suis là pour un service d'Église, informel, certes. »

Il me dit : « Christian, n'insiste pas. Je ne veux pas affronter ce conflit.

- Le projet tombe à l'eau, et c'est bien dommage. Je me retire. »

Je me lève pour partir et il me dit : « Reste encore, j'ai quelque chose à te proposer. Est-ce que tu n'as pas un autre projet, dans lequel je pourrais facilement t'intégrer ? ».

Je dis : « Non, je n'ai pas d'autre projet que celui dont on a discuté depuis cinq ou six ans et qui commence à donner ses fruits, même s'il rencontre des difficultés ».

Il réfléchit un peu : « Quelqu'un comme toi qui a la foi, qui a envie que l'Église témoigne autrement, qui a envie de former des laïcs, il y a quelque chose qui t'attend et que tu ne vois pas peut-être.

- Si je pense à ce que vous voyez pour moi, je pense qu'on n'est pas faits pour travailler ensemble. Parce que si vous voulez faire de moi un curé, ce n'est pas possible, ce n'est pas mon objectif, ce n'est pas ma mission, ce n'est pas ma vocation. Si je m'implique dans ce projet, si j'y trouve du goût, de la couleur, de l'enthousiasme, c'est parce que je ne suis pas un clerc, et qu'au nom du laïc que je suis, du charisme que je sens en moi, j'aimerais bien faire Église autrement qu'en passant obligatoirement par une Église de clercs - sans

pour autant stigmatiser les clercs, sans pour autant être sectaire par rapport aux clercs. Je dis que l'avenir de l'Église, c'est une Église où on participe à égalité, dans la foulée et dans le service des autres, mais où les laïcs ne sont plus les bras prolongés des prêtres. »

On se quittait sur ce constat, avant qu'il ne me propose, juste au moment où je fermais la porte :

« Réfléchis bien Christian. Avec le bagage, la formation théologique que tu as, je peux obtenir des dispenses et en trois ans tu peux être prêtre, y compris avec une année de stage. (*Rires*)

- Monseigneur, n'insistez pas, je partirai sur d'autres chemins. »

Si je vous raconte cette anecdote vécue, qui a duré près de vingt ans, c'est ce que je me suis rendu compte à ce moment-là que quels que soit sa bonne volonté, sa générosité, son enthousiasme, quels que soient les moyens qu'on se donne pour penser la foi autrement que par la transmission sociologique, familiale qu'on a eue, lorsque l'on essaie de se rendre acteur adulte dans sa foi, on rencontre un blocage systémique, lié à l'institution, qui fait qu'on atteint les limites de ce pour quoi on s'investit et on s'engage - non pas pour sa carrière personnelle mais au nom de l'Évangile.

C'est ce qui fait que j'ai créé *Golias* en 1985, après ma licence de théologie, en me disant que, parallèlement aux actions sur le terrain des uns et des autres, il fallait qu'il existe des lieux, en tout cas un lieu éditorial, qui permette de faire évoluer, de faire changer les cultures et de sortir de ce rapport dominant - dominé que nous avons dans l'Église catholique, tout particulièrement au niveau du rapport - et je dirais du vice - structurel qui régit les rapports entre clercs et laïcs

• Les thèmes abordés

Je me propose de vous faire un exposé dont la thématique est :

« *Pour une Église plus évangélique, et pourquoi Dieu a besoin de nous dans ce projet* »

Je ferai un rapide constat d'une situation que j'observe depuis 25-26 ans, à travers les diocèses que je visite, (pas simplement pour le *Trombinoscope*, encore que...) - ce qui me permet de rencontrer des hommes, des femmes, des prêtres, qui ne peuvent pas dire les choses, qui ne peuvent pas dire leur marasme, qui ne peuvent pas dire leur colère, qui ne peuvent pas dire leurs projets, leur utopie, leur témoignage dans la cité, à hauteur de ce à quoi les exigences évangéliques nous appellent aujourd'hui.

Je pense qu'un petit retour sur Vatican II s'impose parce que, au niveau de ce Concile formidable, enthousiasmant, nous héritons, cinquante ans après, (dans l'Église de l'Ain et d'une manière plus générale dans l'Église catholique universelle, notamment en Occident) d'une instrumentalisation qui fait que nous n'avons pas nécessairement voulu la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui et qu'on nous l'a imposée. Je vous proposerai donc de faire une rétrospective sur l'aspect : « Vatican II, un Concile inachevé ».

Un autre point sera : « Une Église décalée : l'Église d'en-bas et celle d'en-haut. »

Dans le point suivant, j'aimerais vous dire combien la tradition évangélique revisitée nous permet de trouver du réconfort, de la stimulation pour faire Église autrement.

Et je terminerai sur le fait qu'on ne peut pas réfléchir sur « comment faire Église autrement, comment travailler à une Église plus évangélique, comment travailler à une Église du cheminement et non pas des certitudes », sans travailler en tension sur cette question-là : le christianisme a-t-il un avenir aujourd'hui au XXIème siècle, autour notamment de la question de l'identité chrétienne ?

• La situation dans l'Église depuis 25 ans.

Depuis plusieurs années, un cri est constamment monté, proche de la colère, menacé d'impatience, le plus souvent cri de cœurs lourds, frustrés dans leurs aspirations les plus légitimes, cris de personnes et de communautés qui n'en peuvent plus d'être constamment sous tutelle, dont la condition laïcale semble leur interdire de vivre pleinement cette Église à laquelle, pourtant, elles continuent de tenir plus que désespérément. Et la réponse qui leur vient a ordinairement si peu de consistance qu'elle est sans promesse d'avenir.

Sommes-nous alors toujours condamnés à ce dialogue impossible, démobilisateur à la longue, où l'un des partenaires ne fait que nourrir la frustration de l'autre ? Entendra-t-on enfin les questions qui tentent de se formuler dans le cri de tant de laïcs à la base, et aussi de prêtres de sensibilité conciliaire ? Laissera-t-on seulement la chance à ce cri de devenir au moins une question ? Comment ne pas entendre un tel questionnement quand on sait désormais, par exemple, que dans de nombreux diocèses il est fait appel aux disciples de la nouvelle évangélisation, quand ce n'est pas aux transfuges du mouvement lefebvriste rallié à Rome afin de pallier le manque de prêtres diocésains ? Quand on sait, autre exemple, comment fonctionnent nombre de conseils pastoraux, plus préoccupés de la gestion des affaires courantes que de la prise en compte des questions nouvelles que posent l'avenir des communautés chrétiennes et le témoignage de l'Évangile dans le monde d'aujourd'hui ? Ou quand on sait la mise sous tutelle de laïcs dont la vision conciliaire du monde et de l'Église indispose le nouveau clergé identitaire ? Et paradoxalement, il n'y a jamais eu autant de laïcs engagés, dans la catéchèse, dans la liturgie, dans les groupes de prière, dans les organismes d'action pour le Tiers-Monde, dans la lutte aux côtés des sans-papiers, dans les lieux de formation théologique. Je n'exagère pas : je le constate dans mes nombreux voyages.

Mais j'observe une inquiétude lourde, qui menace même ceux que Gérard Bessière a appelé dernièrement « Les derniers des Mohicans ». Et en même temps, on l'a vu avec le *Manifeste des prêtres et des curés autrichiens*, les laïcs ont décidé de ne plus s'en laisser conter et de ne plus subir la situation. Je vous dirai tout à l'heure que le problème des laïcs dans l'Église catholique a peut-être une explication : ils travaillent dans l'Église comme si Jésus avait confié un

rôle aux laïcs. C'est quand même bizarre, quand on sait que l'existence du Christ même, fut laïcale, vécue au plein cœur du monde et du peuple, que son existence même désacralisa tout et même qu'il évangélisera Dieu en rendant ainsi tout modifiable. Dès lors, est-il encore possible de considérer les laïcs comme un en-soi, comme une réalité définie en elle-même, fonctionnant finalement par la grâce des clercs qui font exister les laïcs comme laïcs ? Les laïcs ne sont-ils pas condamnés à la passivité ecclésiale et à l'instrumentalisation pastorale, dans une telle anthropologie, dans une telle répartition du travail religieux ? Les laïcs agissent, certes, mais peuvent-ils penser ? Encore que, de notre point de vue, il faille aller plus loin dans la réflexion, car rien ne changera fondamentalement dans l'Église si la revendication des laïcs pour une telle responsabilité s'inscrit dans le même moule ecclésial, ecclésiastique et ministériel actuellement en vigueur.

Partant du constat que l'Église est placée en ce domaine devant une responsabilité historique sans précédent équivalent, ne conviendrait-il pas enfin d'opérer une remise en cause plus radicale et plus générale de la manière de penser, et de vivre à nouveaux frais le christianisme et de faire Église autrement ? D'autant que, et je le disais notamment par rapport au *Manifeste des curés autrichiens*, le peuple de Dieu de veut plus faire machine arrière et tient pour définitivement siens les fruits d'une théologie du cheminement plutôt que ceux d'une théologie des certitudes qu'on voudrait à nouveau lui imposer. Et parce que la mémoire collective sait que ces derniers ont le goût amer des trahisons et des désespérances, des femmes et des hommes découvrent à nouveau aujourd'hui au sein de l'Église ce qu'ils croyaient n'être valable que pour le monde à transformer : le devoir de résistance et le devoir de désobéissance.

Nos responsables ecclésiastiques, nos évêques, plutôt que de se lamenter devant tant d'indiscipline iconoclaste, feraient mieux de se réjouir de pouvoir enfin compter sur un peuple aussi vivant. Il est vrai que, maintenant, celui-ci connaît mieux que Rome le profil des pasteurs dont il a besoin pour rester fidèle aux compagnons de la Voie, ainsi que se définissaient les premiers chrétiens sur les traces de Jésus.

Mais avant d'aller plus loin dans l'analyse et la prospective quant à travailler à une Église plus évangélique - c'était le petit mot de Louis Goy lors d'un premier contact pour préparer cette rencontre – il me semble important de revenir, comme je vous le disais tout à l'heure, sur le Concile Vatican II.

• Vatican II, un Concile inachevé

Il nous faut - et c'est une exigence, intellectuelle autant que spirituelle, pastorale ou politique - nous interroger d'abord sur ce qui nous est arrivé, sur ce qui est arrivé à l'Église, il n'y a pas très longtemps. Que nous est-il arrivé à nous, fils et filles de Vatican II, durant ces bientôt cinquante ans qui nous séparent du début de ce Concile de réformes et d'ouverture ? Se poser cette question est aujourd'hui central pour tenter de mieux comprendre les difficultés que nous éprouvons, à l'heure actuelle, à le vivre et à le mettre en pratique.

Je vous l'ai dit, je fais partie comme vous de ceux et de celles pour qui le Concile a été une espérance, une immense espérance et une expérience

enthousiasmante. Alors que pour d'autres aujourd'hui, ce n'est plus guère qu'une page d'Ancien Testament. Notre journaliste qui était aux JMJ de Madrid était abasourdi de voir à quel point les jeunes des JMJ ne connaissaient rien de Vatican II. Ils n'ont aucune idée non plus de ce qu'était, en théorie et en pratique, l'Église de Pie XII et de tous ses avatars, comme la messe en latin dos au peuple ou l'interdiction des prêtres ouvriers. Est-ce que les choses ont beaucoup changé depuis, in fine, quand on voit comment cela se passe dans des diocèses de plus en plus nombreux ? Et pour le dire en un mot, nombre de catholiques actuels, notamment la génération des 25-40 ans, n'ont guère d'idée sur l'apport direct de Vatican II, et ce qui a changé avec Vatican II pour l'Église dans son rapport avec le monde ; ce n'est plus leur problème. C'est là où le bât blesse. Et ceci sur fond de réconciliation avec les lefebvristes d'Écône et avec la montée en puissance des disciples de la nouvelle évangélisation chère à Jean-Paul II.

A écouter certains discours et certains prêches, on est alors tenté de poser une sorte de dialectique entre le Concile selon l'esprit et le Concile selon la lettre. La distinction est facile - j'en ai usé et abusé à dessein - et semble établir deux familles de catholiques. Pour les uns, il y aurait une grande espérance déçue ; pour les autres, au contraire, une espérance réussie.

La dialectique, à la réflexion, n'est pas si simple, parce que nombre de ceux, à Rome ou ailleurs, que l'on se plaît à placer parmi les tenants de la lettre à défaut de l'esprit, revendiquent aussi d'être les authentiques héritiers de l'esprit du Concile, d'où leurs références fréquentes aux textes de Vatican II, y compris Mgr Bagnard.

Si bien que la véritable dialectique se situe entre deux interprétations de l'esprit du Concile. Elle ne regarde plus la lettre de la même manière. Il ne faut plus alors s'en tenir à cette seule dialectique abstraite mais accepter de se dire qu'entre Vatican II et nous, il y a une histoire, une histoire qui est celle de deux familles catholiques effectivement, qui ont vécu à leur manière la suite de l'histoire de leur société et de leur culture, au croisement de ce qu'était en train de vivre l'Église à la faveur du Concile.

Et cette histoire, vous le savez, a commencé avant même la fin du Concile. Paul VI, successeur de Jean XXIII, aurait très bien pu interrompre le Concile ; il en avait le droit. Mais il a décidé de le poursuivre, tout en posant ses conditions. Il a sorti notamment du programme tout ce qui touchait le pouvoir ecclésiastique : les questions comme le célibat presbytéral, la question de la contraception avec *Humanae vitae* quelque temps après, d'autres nombreuses questions demeurées dans l'encrier.

Ceci lui a évité des débats conciliaires à l'issue incertaine mais a abouti à une relative fin de l'esprit du Concile. L'*aggiornamento* de Jean XXIII était muselé. Les thèmes d'actualité étaient tabous et cela se manifesta très vite avec *Humanae Vitae*, une encyclique qui a non seulement signifié la mort de l'esprit du Concile mais surtout la fin de l'aura de la parole pontificale, suite à Jean XXIII. Les couples chrétiens, heureusement, ont eu le réflexe de bon sens de ne pas prendre le pape au sérieux en ce domaine, puis en d'autres après.

Bref, avant même d'être terminé, le Concile avait été détourné de son aventure par le nouveau pape, qui prétendait pourtant le porter à son terme, tout en jugulant sa liberté d'initiative. L'attitude de Paul VI en cela a été l'inverse de celle de Jean XXIII qui, lors de l'ouverture du Concile, avait donné raison aux évêques contre le programme préfabriqué par la Curie romaine.

Pour autant je ne dis pas que l'espérance conciliaire était totalement morte, notamment avec la réforme liturgique, avec la question du dialogue interreligieux, et avec tous les textes de la doctrine sociale de l'Église dans son rapport au monde.

Il n'empêche que la suite de l'histoire a été marquée par un autre fait significatif : l'opposition entre deux revues nées dans la foulée de Vatican II : *Concilium*, d'abord, avec Congar, Chenu, et même Ratzinger ; *Communio* avec de Lubac, Balthazar et encore Ratzinger. On s'est ainsi trouvé en présence de deux forces culturelles intellectuelles, théologiques, catholiques antagonistes : les unes qui voulaient aller plus loin, *Concilium* ; les autres qui voulaient baliser, pour qu'on n'aille pas trop loin et qu'on ne brade pas tout, *Communio* avec Ratzinger, déjà. Et cela a donné en France, parallèlement à la crise lefebvrisme, qui se terminera par le schisme en 1988, des crises dont on parle moins, comme celle d'*Échange et Dialogue*. Faute d'être entendus, il en est résulté une hémorragie de prêtres et de laïcs parmi les plus généreux et les plus engagés, dont l'Église de France et l'Église d'Occident ne se sont toujours pas remises.

Mais ce qui est intéressant à remarquer, c'est le fait que le catholicisme a tenté de se reconstruire sans ces forces qui sont parties. Les évêques étaient enfin débarrassés de – pardonnez-moi l'expression – de ces « bandes d'emmerdeurs » et progressivement adouberont les mouvements néoconservateurs de la nouvelle évangélisation, pourvoyeuse, elle, de vocations presbytérales.

Le Concile avait eu la prétention d'aller au monde ; le monde continue à bouger, tandis que l'Église, progressivement, se refermait frileusement sur elle, par peur de l'aventure chrétienne au grand large.

Puis est arrivé, à la fin des années 80, Jean-Paul II, avec son rêve très polonais de nouvelle évangélisation. Il rêvait de reconstruire la chrétienté médiévale qui allait se confronter au monde moderne, comme la chrétienté polonaise s'était confrontée à l'URSS. Il y avait là un piège. Si important qu'ait été le rôle du catholicisme polonais dans la libération du pays et dans l'écroulement du monde soviétique, bien d'autres facteurs ont été en cause : décrépitude consommée du modèle communiste, action de la CIA, etc. Ce n'est pas le moment de les examiner mais tout historien sérieux et intellectuel honnête le sait. La suite de l'histoire, nous la connaissons, avec le pontificat de Karol Wojtyła. Il s'est présenté comme l'héritier et le metteur en scène de Vatican II, Concile auquel il avait participé. Je vous cite une confidence de Mgr Matagrín, ancien évêque de Grenoble, que j'ai rencontré longuement pour une série d'entretiens. Quand il me parlait de Karol Wojtyła au Concile, il me disait : « Christian, je suis obligé de te le dire, mais je ne peux pas le dire officiellement, Wojtyła votait toujours contre les textes d'ouverture du Concile. Systématiquement, il était avec la minorité dont Mgr Lefebvre était le leader. »

Le point majeur est que, dans l'œuvre inachevée de Vatican II, on avait redéfini autour du successeur de Pierre, évêque de Rome, le collège apostolique des évêques, les successeurs des Douze institués par Jésus. On avait alors pu rêver de collégialité. En fait, les évêques n'ont jamais été aussi asservis au pape que sous Jean-Paul II, et il ne les a choisis qu'en fonction de cette capacité de soumission. Mgr Bagnard en est la triste illustration. Le relais en France de Jean-Paul II à l'époque, Mgr Lustiger, cardinal de Paris, faiseur

d'évêques, imposera des profils bagnardesques à hauteur d'une quarantaine sur cent évêques. C'est-à-dire que là où on espérait une ouverture au lendemain du Concile, on a hérité au contraire d'une fermeture, d'un autoritarisme pontifical sans limite, avec le mimétisme dans le diocèse autour de ces hommes liges de la même veine.

Il faut parler d'un autre point révélateur de ce qui s'est passé autour de l'histoire de Vatican II sous Jean-Paul II ; je veux parler de la mise au pas des théologiens qui étaient initialement apparus comme les instigateurs et les inspireurs du Concile. Jean XXIII avait d'ailleurs réhabilité certains d'entre eux qui avaient été exclus par Pie XII : Congar, Chenu, de Lubac. Or sous Jean-Paul II, et donc Joseph Ratzinger, aujourd'hui Benoît XVI, grand maître d'œuvres de cette curée, patron de la congrégation pour la doctrine de la foi à l'époque - et de nombreux textes sont venus le rappeler - les théologiens sont réduits aujourd'hui au rôle de penseurs des évêques, qui ne peuvent travailler que sur commande et doivent attendre le feu vert épiscopal, excepté bien sûr de rares personnalités encore vivantes, mais plus très nombreuses.

Un autre point significatif de cette histoire de Vatican II au temps de Jean-Paul II a été un glissement et un usage croissant du concept d'infaillibilité. Vatican I l'avait défini en 1870, un peu comme consolation de la perte des États pontificaux et en avait délimité soigneusement la portée : le seul usage notoire en fut la définition par Pie XII en 1950 du dogme de l'Assomption. Or le terme a fait une apparition très prononcée sous Jean-Paul II et Joseph Ratzinger, dans un usage croissant, débordant peu à peu les frontières explicites de la définition de Vatican II. L'exemple le plus frappant est la déclaration selon laquelle la question de l'ordination presbytérale des femmes est close pour l'éternité.

En conclusion de ce rapide survol de l'histoire de Vatican II, qui ne se borne pas aux limites que je viens d'indiquer, et qui nous aide à comprendre la pesanteur dans laquelle le climat ecclésial pèse aujourd'hui sur les consciences des uns et des autres – vous en êtes les témoins directs – je dirai que l'Église catholique avait failli entrer dans une aventure qui n'allait, certes pas, être sans risques. Elle a préféré resserrer les boulons d'un ordre institutionnel sacré. N'en déplaise au refrain de Jean-Paul II, l'Église est restée gouvernée par la peur.

Pour revenir au paradoxe de l'esprit et de la lettre évoqué initialement, il faut alors toucher à l'une des limites de l'intuition de Jean XXIII. Il avait souhaité un Concile pastoral et non dogmatique, une mise à jour, un *aggiornamento*, de l'Église dans le monde contemporain.

Le drame a été l'instrumentalisation, l'exploitation romaine puis, en relais, sur le terrain des diocèses, à la faveur de nominations épiscopales sur mesure. L'exploitation romaine, en se revendiquant détentrice de l'esprit du Concile, a détourné l'œuvre du Concile, en faisant de sa lettre une dogmatique contraire au véritable esprit qui y avait présidé. Le distinguo « lettre » et « esprit » montre effectivement ses limites puisque dans ce travail, notamment achevé par Joseph Ratzinger, conseiller de Jean-Paul II durant tout son pontificat qui a duré plus de vingt ans, on vérifie que l'esprit même du Concile a été dogmatisé, verrouillé, et que le distinguo « lettre » et « esprit » aujourd'hui a des difficultés à être opérationnel.

Vatican II est donc une révolution incomplète ; il a touché à tous les domaines de la vie religieuse et de la vie sociale, excepté l'organisation ecclésiastique globale du pouvoir, avec ses dérivés doctrinaux, dogmatiques et nominations.

Quelques exemples : les documents conciliaires s'éclairent, chose nouvelle, à la lumière de l'Écriture ; mais en même temps, l'on continue d'admettre que ce sont les encycliques pontificales qui doivent éclairer la sainte Écriture.

Vatican II écrit l'idée d'une responsabilité collégiale dans l'Église catholique ; mais en même temps est affirmée l'idée que cette collégialité tout entière est soumise à l'autorité pontificale.

Autre exemple, l'Église est définie par le Concile non comme une hiérarchie mais comme un vaste rassemblement, une vaste communion d'Églises locales ; mais en même temps est laissé au pape le soin de gouverner l'Église universelle, avec le concours de la Curie et des nonces en dernier ressort.

L'exégèse scientifique est hautement prônée ; mais il est sous-entendu qu'elle doit appliquer son esprit critique aux textes bibliques plutôt qu'aux documents émanant du pape.

Ce sont ces insuffisances de Vatican II qui vont conduire à la crise de l'autorité qui secoue le catholicisme, depuis *Humanae Vitae* notamment, et que vous vivez aujourd'hui, dans le diocèse de Belley-Ars. Était-ce évitable ? Était-ce inévitable ? Je penche malheureusement pour la seconde hypothèse. Ce Concile Vatican II n'avait eu ni le temps, ni les moyens, ni l'ambition avec Paul VI, d'aller au bout de son projet, tel que Jean XXIII l'avait impulsé, pensé, intuitionné. Au regard du fonctionnement de l'Église catholique, un autre concile est devenu incontournable à moyen terme – certains parlent de Vatican III, moi je préfère évoquer un concile à Jérusalem (soyons utopiques), aux sources mêmes du christianisme. Reste cette question : jusqu'où pourrait-il aller, tant la situation actuelle est verrouillée ? Malgré tout, je suis plein d'espoir ; le monde continue à bouger et l'Esprit est comme le vent : nul ne sait d'où il vient ni où il va. Remarquons aussi que, pour beaucoup, Vatican II était impensable en son temps.

• Une Église décalée : l'Église d'en-bas et l'Église d'en-haut.

Alors, comment appréhender les choses aujourd'hui, dans une dynamique d'espérance, sans éluder les problèmes - et Dieu sait si vous les connaissez.

Car dans le même temps que je souligne les limites, les ambiguïtés de Vatican II - un concile est souvent le fruit de compromis – est en train de naître un nouveau visage d'Église, à partir de communautés de chrétiens qui s'organisent. Ils font preuve de beaucoup de courage, de créativité, de dynamisme, d'un témoignage évangélique dans le monde d'une rare densité, notamment auprès des plus démunis et des plus pauvres de la société.

Ce nouveau visage d'Église est organisé à partir de la pénurie des prêtres, mais aussi de certains laïcs formés et nourris de Vatican II. A telle enseigne que les évêques français ont commencé à réfléchir à ces nouvelles communautés, issues du regroupement des paroisses (je ne parle pas ici des

communautés des disciples de la nouvelle évangélisation, type que vous connaissez), des communautés issues des regroupement de paroisses qui s'apparentent plus aux communautés de base, telles qu'elles se vivent aujourd'hui en Amérique latine ou en Afrique. Sauf que lors de la dernière assemblée plénière à Lourdes, il y a quelques jours, des évêques qui avaient préparé un texte sur l'avenir des communautés chrétiennes - autour notamment du leadership de ces communautés chrétiennes, dans le contexte de la raréfaction des vocations presbytérales et du vieillissement du clergé - n'ont pas pu se mettre d'accord sur un texte fondateur actant de cette dynamique pastorale autre, officiellement pour des questions de méthodologie dans la proposition du texte à publier. En réalité, pour de lourdes dissensions entre eux, sur la manière de faire Église autrement, aujourd'hui, en notre temps, dans le monde qui est le nôtre. L'ecclésiologie en gestation – la manière de faire Église – divise donc, ce n'est pas un scoop, radicalement les évêques. Et il faut saluer le courage de la minorité conciliaire au sein de la conférence épiscopale, qui tient la barre, malgré les courants intransigeants qui veulent faire capoter ce type de textes de réflexion. Je l'ai suffisamment critiqué pour aujourd'hui dire du bien de lui : lorsque le cardinal Vingt-Trois était l'homme lige du cardinal Lustiger, c'était un apparatchik détestable, inhumain. Vous savez : la raison d'Église qui fonctionne comme la raison d'État. Or depuis qu'il est président de la conférence épiscopale, il tient la barre du côté conciliaire ; et il l'a redit à l'assemblée plénière. Malgré les pressions, le lobbying de la quarantaine d'évêques intransigeants, néoconservateurs, souvent jeunes, il a dit qu'il garderait le cap sur une Église qui prendrait acte de la configuration actuelle, celle de la sécularisation, celle du manque de vocations, et celle de laïcs qui sont appelés à devenir responsables, au sein même de l'Église. En effet, aujourd'hui, pour la majorité intransigeante de l'épiscopat, seul compte d'abord le nombre de prêtres et de séminaristes, vous le savez bien ici, surtout quand on est récompensé à Rome, en prenant la tête du séminaire français.

Voilà donc l'écart, le fossé qui ne permet pas à l'ecclésiologie officielle de rendre compte de la foi des fidèles telle qu'ils la vivent, ni de se transformer en posant *les signes d'une vision de l'Église décalée*. 32 42 C'est ce que je vous disais tout à l'heure en préambule.

Le *Manifeste des prêtres autrichiens* est justement un essai pour rendre visible ce qui est en train de naître, ce qui est latent depuis des années aussi. Dans l'actuelle tendance au recentrage, qui domine dans nombre de diocèses et au Vatican, on peut comprendre qu'il devenait impératif, en conscience - c'est ce que j'ai cru comprendre tout à l'heure par rapport à la paroisse Saint-Pierre-Chanel - d'adopter des pratiques transgressant les règles officielles. Je vous rappelle les points de ce *Manifeste* :

- Ne plus refuser la communion aux divorcés remariés.
- Nommer la célébration « eucharistique », même si la communauté est réunie sans prêtres.
- Ne plus tenir compte de l'interdiction de prêcher aux laïcs formés.
- Changer l'image du prêtre pour que chaque paroisse ou regroupement de paroisses puisse avoir un responsable, homme ou femme, marié ou pas.
- Et enfin s'exprimer publiquement en faveur des ministères presbytéraux de femmes et d'hommes mariés.

Il s'agit donc, non seulement d'adopter des pratiques transgressant les règles officielles, mais de les afficher publiquement, de manière responsable, de manière pédagogique, mais de sortir de la clandestinité et des passe-droits qu'on se donnait pour accueillir un divorcé - remarié, pour permettre à un laïc de prêcher, etc. Il s'agit aussi amener la hiérarchie catholique à accepter officiellement des changements déjà largement entrés dans les faits. En effet, sur le terrain – et ici vous êtes bien au fait de cette politique pastorale – l'application sans discernement des règles officielles en vigueur blesse gravement des personnes et des communautés, jusqu'à les éloigner de la communauté ecclésiale, jusqu'à les éloigner de la foi. Comme l'écrit à ce sujet Paul Tihon, un jésuite belge, dans les sociétés en changement rapide comme les nôtres aujourd'hui, le droit est souvent en retard sur les faits ; les modifications du droit sont généralement précédées par l'introduction de « coutumes contraires au droit ». D'autant que ces transgressions s'introduisent à la faveur d'un devoir de conscience, et non pas de je ne sais quelle réaction spontanéiste, de simple défi de l'autorité et des règles qu'elle impose d'une main de fer, encore que ... Mais un devoir de conscience que je peux vérifier dans les communautés que je rencontre, que la théologie classique valide d'ailleurs autour de critères très précis :

- La reconnaissance d'un état de besoin qui n'est pas le fait d'un individu mais d'une communauté .

- La volonté d'être fidèle à l'Esprit, ce qui s'est traduit en pratique par la disponibilité à adopter des solutions meilleures que celles qui président à la gouvernance de la communauté.

- Le souci de rester cohérent avec la visée initiale, à savoir, travailler à une Église plus évangélique dans le monde d'aujourd'hui, où nous sommes partie prenante.

- Et enfin la volonté de sauvegarder la communion, quitte à accepter de passer par une phase conflictuelle.

Il est bien évident que de tels choix comportent des risques, y compris celui de l'échec, y compris celui de l'usure, y compris celui de la désespérance. Mais dans cette période de mutation profonde, où l'avenir du christianisme est plein d'incertitudes, la prise de risque est nécessaire.

● Revisiter la tradition des origines.

Reste bien sûr cette question : l'innovation qui transgresse les règles établies sera-t-elle ou non reçue dans l'Église ? Légitime question. En effet cela demande souvent du temps, beaucoup de temps même. Et aussi le fait que nous ne pouvons que faire confiance, malgré les difficultés de l'heure, à ceux et celles qui nous accompagnent, qui nous suivent, et recevront nos cris, nos résistances, nos colères, nos essais tâtonnants sur le terrain.

Mais, pour ce chemin, il y a un viatique qui peut nous reconforter, qui peut nous conforter dans l'espérance que c'est possible, mais que nous sommes effectivement comme il est fréquent de le lire dans l'Évangile : « ceux qui sèment » et qui « ne récolteront pas nécessairement ».

Je crois que la tradition chrétienne, la tradition des origines, des temps apostoliques, nous dit combien vous êtes, combien nous sommes - en tout cas

ceux qui tiennent à cette visée d'une Église plus évangélique - fondés à croire en ce que nous faisons aujourd'hui, y compris dans un bras de fer épiscopal, y compris dans l'incompréhension de son entourage, parce qu'on ne transgresse pas une personne, surtout lorsqu'elle incarne le pouvoir religieux.

Parce que nous transgressons une intériorisation d'un système dominant - dominé, et parce que nous sortons de ce rapport dominant - dominé, la tradition apostolique des premiers temps de l'Église (et je ne suis pas en train de faire un roman là-dessus, parce que les temps apostoliques étaient durs, violents, conflictuels), nous dit qu'aujourd'hui, là où nous sommes, dans les problématiques qui sont les nôtres, nous sommes fondés à faire ce que nous faisons. Le chrétien qui remonte aux origines s'aperçoit qu'il n'est pas question de laïcs ou de clercs dans le Nouveau Testament, pas de trace de ces termes.

Le Christ lui-même s'est placé au-dessus de tout ce qui dans la société de son temps pouvait introduire une catégorisation, une inégalité entre les hommes appelés par Dieu. En fait, Jésus ne se situe pas dans cette perspective ; il fustige avant tout des attitudes, et refuse tous les pouvoirs humains qui se croient absolus, y compris le pouvoir religieux. L'époque apostolique insistera sur l'absence de classes, de fonctionnement au sein des communautés chrétiennes. Dans le Christ, les chrétiens ont été mis à part – *klèros*, désignés d'avance. Tout autant que d'une théologie de la grâce, il s'agit du sentiment d'appartenir à un groupe ; et ce qui justifie de l'appartenance à ce groupe, à ce petit lot, ce n'est ni une quelconque fonction de gouvernement, de direction, ni un degré plus avancé dans le chemin de sainteté, mais l'appartenance au peuple, cette appartenance au peuple de Dieu. Dans la première épître de Pierre, le *klèros* est constitué non par les anciens chargés de surveiller le troupeau, mais par le troupeau lui-même. Dans le Nouveau Testament, le terme *klèros* est donc appliqué à l'ensemble du peuple fidèle, et non réservé aux ministres. La fonction sacerdotale, le sacerdoce véritable, est propre seulement au Christ qui fait participer tous les chrétiens. Il n'existe pas, dans les communautés du premier siècle, de fonction sacerdotale indépendante, qui serait exercée par une caste ou un ministère particulier. Et quand l'esquisse de quelque contour explicite de l'institutionnalisation du ministère ecclésial apparaît, comme dans les épîtres de Pierre et de Jacques, c'est par une imposition des mains d'un collège d'anciens, les presbytes, que dans les Églises, notamment se réclamant de Paul, des chrétiens déterminés sont institués ministres, mais pas autrement. Et ce n'est pas le ministère qui constitue une norme, jamais, mais bien le dépôt confié, c'est-à-dire l'Évangile, tel que les apôtres l'ont interprété. Il ne s'agit donc pas d'une succession sans discontinuité, ou d'une continuité dans le ministère, mais d'une succession non discontinue dans l'enseignement de la tradition apostolique et évangélique. C'est la transmission de l'Évangile, le dépôt confié, qui se trouve au centre de tout, pour celui qui se dit disciple de Jésus.

Alors, améliorer le fonctionnement actuel suffit-il ? On veut bien améliorer le moule selon lequel pouvoir et responsabilités seraient redistribués entre clercs et laïcs, mais tout en respectant le moule selon lequel ces relations sont structurées. On ne remet pas en cause ce qui devrait être amélioré, on corrige les mauvais fonctionnements, on tente de perfectionner l'organisation. On se dit : « Ah ! si les évêques étaient plus ouverts, qu'est-ce que ça serait mieux ! » ; « Ah ! si les laïcs étaient plus inventifs, plus généreux, plus actifs ! » Bref, on moralise, on spiritualise le problème.

Tout le travail fait depuis Vatican II pour cerner un peu mieux l'identité sacerdotale et ministérielle n'a pas été à la hauteur des efforts fournis. Pourquoi ? parce que la réflexion s'est faite entre clercs, entre évêques et prêtres. Retrouver le sens spécifique du service évangélique ne peut se faire qu'en vivant avec d'autres, au sein d'une véritable communauté humaine, où on est croyant ou pas. Comment le retrouver en le vivant de manière abstraite, par procuration, à travers des laïcs investis dans le monde ? Comment s'étonner alors que la théologie qui en découle est vouée à l'échec et qu'elle considère le sacerdoce comme un en-soi individualiste ? Les seules entreprises qui permettent une certaine libération sont celles qui tentent de réfléchir le service évangélique dans ses liens étroits avec notre vocation de baptisés. C'est exactement la même chose en sens inverse : à quoi servent les efforts de revalorisation du laïcat tant qu'on ne définit pas ce dernier dans les relations qu'il entretient avec les clercs ? C'est ainsi que très souvent des laïcs engagés dans des nouveaux ministères institutionnels, des laïcs en charge de mission, se clergifient et par mimétisme reproduisent le modèle et parfois en pire. Quel est donc ce vice structurel qui grève les rapports clercs - laïcs ? Et en quoi agit-il encore aujourd'hui ?

Les rapports clercs - laïcs engagent des relations dont le clergé est le sujet, alors que les laïcs sont les objets : « suivre et recevoir ». Et on a longtemps habitué les laïcs à une expérience de désappropriation de leur être croyant ; ils ont appris ainsi à se reconnaître ecclésiatement par cela qu'ils ne sont pas, c'est-à-dire : « Nous ne sommes pas des clercs ». Faut-il s'étonner qu'il leur soit difficile aujourd'hui d'engager leur responsabilité dans l'existence et la vie de l'Église, en pliant devant les injonctions et les diktats épiscopaux ? C'est facile de dire : « L'Église, c'est vous ». Combien de temps pour passer de la condition d'objet à celle de sujet ? Et même si Vatican II a apporté des changements considérables, il n'a pas vraiment modifié ces rapports. Ce qui amène à poser ces questions : mais est-ce que notre univers religieux ne serait pas repensé radicalement aussi dans cette configuration ? L'avenir du clergé et du laïcat, c'est que les clercs cessent d'être des clercs et les laïcs, des laïcs. Problématique qui interroge alors nos conceptions de Dieu, de Jésus le Christ, de l'Église, du monde. Problématique qui analyse en fait notre mentalité religieuse qui, allant de Dieu au monde, en passant par Jésus le Christ, les prêtres, la messe et l'Église, met en branle un mouvement à l'intérieur duquel on se sent à l'étroit. Finalement, les relations clercs - laïcs ne sont-elles pas le miroir de la structure qui organise la totalité de notre univers mental religieux, tel que nous le vivons en catholicisme ? Et plus concrètement, notre façon de gérer nos rapports historiques, aussi, à Dieu, au Christ, à l'Église, et au monde.

Voilà pourquoi peut-être on hésite tant à repenser la place qui est faite aux laïcs, à Marie aussi... On devine que les structures mentales religieuses ne sortiraient pas intactes de cette entreprise de vérité. Quelle image se font de Dieu les chrétiens d'aujourd'hui et quelle relation à Dieu cette image engendret-elle ? La mentalité chrétienne générale fonctionne encore à l'intérieur d'une logique de la causalité physique, chosiste, et voit Dieu comme la cause première dans l'engrenage des autres causes. Tous les autres maillons de la chaîne : Jésus-Christ, les clercs, l'eucharistie, etc., ne sont que des effets, Dieu étant le seul sujet véritablement actif de tout. Cette vision de Dieu commande alors un certain type de relations anthropologiques qui s'est ainsi construit et

continue de s'imposer aux consciences et de ravager les existences. C'est sur cette structure, de relation à Dieu qu'on s'adosse pour justifier la place respective des clercs et des laïcs dans l'Église et surtout le type de rapport qui structure encore aujourd'hui leur vivre - ensemble ecclésial. Les évêques et les prêtres sont d'abord essentiellement et *in fine* les hommes du sacré, les laïcs sont à leur service.

Alors cela pose la question du sens de l'eucharistie. La foi chrétienne confesse que Jésus le Christ a instauré des relations neuves et libératrices avec Dieu. Aussi, loger la foi en Dieu dans nos décisions humaines devient nécessaire à Dieu lui-même pour son existence même dans le monde : Dieu a besoin de nous. Nous sommes sujets de notre histoire, de notre libération, de notre théologie. Nous sommes au cœur de ce Dieu qui a besoin de nous. Les rapports clercs et laïcs ne changeront pas, aussi longtemps que prêtres et évêques n'auront pas accepté de se définir aussi par le bas, c'est-à-dire, comme disaient les Pères de l'Église, le fond du profane.

L'Église est placée devant une responsabilité historique sans précédent équivalent. Il lui faut passer, dans la vie de la communion fraternelle, du ministère presbytéral vécu tel les normes du Concile de Trente à un ministère vécu comme au premier siècle, au cœur du peuple de Dieu. Tradition qui signale qu'une communauté est adulte quand elle est capable de faire surgir de son sein ses propres ministres, son propre leadership. Toute communauté chrétienne, c'est la théologie classique qui le dit, a un droit de grâce à célébrer l'eucharistie et à avoir un ministre pour présider celle-ci.

En effet, c'est finalement l'eucharistie qui risque progressivement de perdre de son sens, et toute organisation des ministères qui équivaldrait à considérer comme normale une situation de sacrement raréfié, et à gérer cette pénurie, est contraire à la grande tradition apostolique et à la grande tradition évangélique. Toute organisation des ministères qui tend à dissocier en deux pages distinctes le service de la parole et le service du sacrement est contraire à la pratique première des premières Églises, laquelle unissait étroitement l'annonce de l'Évangile et la pratique des sacrements.

Et ce que je dis là s'appuie sur un exemple tout simple, auquel on ne pense pas toujours, même lorsque l'on fréquente la Bible, et les Actes, et l'Évangile. N'y aurait-il pas alors à s'inspirer de la démarche de saint Paul ? Les *Actes* nous apprennent que Paul, converti sur le chemin de Damas, aussitôt se mit à prêcher Jésus et, arrivé à Jérusalem, il essayait de se joindre aux disciples. Cependant la lecture de Paul lui-même, dans l'*Épître aux Galates*, nous fait des événements une relation plus précise et différente, tout au moins dans sa chronologie, sur laquelle il insiste lourdement : « Aussitôt, sans consulter la chair et le sang, sans monter à Jérusalem trouver les apôtres, nos prédécesseurs, je m'en allais en Arabie ; ensuite, après trois ans, je montais à Jérusalem rendre visite à Céphas, Pierre, et demeurer auprès de lui quinze jours. Je n'ai pas vu d'autres apôtres, seulement Jacques, le frère du Seigneur. Et quand je vous écris cela, j'atteste devant Dieu que je ne mens point. J'étais personnellement inconnu dans l'Église de Judée. Ensuite, au bout de quatorze ans, je montai de nouveau à Jérusalem avec Barnabé » (*Galates*, 1 et 2).

On voit ainsi que Paul prêche aussitôt et fonde des communautés, notamment celle de Corinthe, sans recours antérieur à Pierre et sans davantage avoir été ordonné ni *a fortiori* sacré évêque. En fait d'imposition des mains, il ne recevra avec Barnabé que celle de la communauté qu'il avait

instituée. Pour ce qui est de l'épiscopat, Paul se déclare indigne de la qualité d'apôtre, pour avoir persécuté l'Église. Mais il n'en revendique pas moins le titre, comme « l'avorton, mais apôtre quand même. N'êtes-vous pas mon œuvre dans le Seigneur ? Si pour d'autres je ne suis pas apôtre, pour vous, du moins, je le suis ; car c'est vous qui, dans le Seigneur, êtes le sceau de mon apostolat. Ma réponse à mes détracteurs, la voilà. » (*Corinthiens*, 9). Fondateur de plusieurs communautés, il en est pleinement évêque. Il imposa à ces communautés de faire l'eucharistie, ce qu'elles firent.

La théologie, aujourd'hui plus que jamais, ne peut ignorer cette situation. Et ne voyez pas dans ce que je dis un appel à la sécession, un appel à la division, un appel à faire une Église parallèle. J'ai dit que nous avons, dans notre tradition, en catholicisme, l'exemple et le témoignage de Paul. Et aujourd'hui la théologie ne peut ignorer cette situation.

Et déjà, on l'a vu, les *Actes* avaient pressenti l'importance des problèmes soulevés par cette situation de fait. A lire les *Actes*, le scandale n'éclate pas ; Paul, cependant, grâce à son caractère bien trempé, dénonce avec force cette entourloupette et à ce propos précise : « J'atteste devant Dieu que je ne mens pas ».

Si Paul avait remplacé Judas dans le collège des Douze, la situation eût été, pour la théologie classique, bien plus claire et le pouvoir de la structure eût paru fondé de manière plus évidente. Mais il n'en fut pas ainsi. Paul est apôtre quand même et, décidément, le treizième. On est ainsi amené à constater, qu'à côté de la structure classique et pyramidale, l'Église a connu, dès l'origine, le phénomène spontané de Paul, de sorte qu'on est amené à distinguer, sans les opposer, ce qu'on peut appeler l'Église qui se rattache à Pierre et l'Église qui se rattache à Paul. Pierre et Paul ont chacun subi le martyre à Rome, de sorte que, curieusement, l'Église et Rome, et son évêque, peuvent également se réclamer de l'un comme de l'autre, qui ne devraient être en rien opposés.

Il va y avoir la même histoire moins connue, avec la prédication d'Étienne. Quelques années après la mort de Jésus, la prédication d'Étienne, qui est un juif helléniste, fut perçue par la communauté juive à laquelle il appartenait comme une contestation de la Loi et des Temples. A la suite de sa lapidation, ses partisans se dispersèrent, fuyant Jérusalem jusqu'alors encore centre de la religion et du culte pour les juifs disciples de Jésus. Et sans abandonner leurs convictions et leur espérance, ils s'immergent alors dans les réseaux de la diaspora juive, en Anatolie. Cette fuite sera à l'origine de la première mission chrétienne. Certains parviennent jusqu'à Antioche, où ils annoncent la Bonne Nouvelle de Jésus aux juifs et aussi aux Grecs, et aux païens qu'ils côtoient. Pour cela, ils utilisent bien sûr le grec de la *koinè*, la langue commune. Et c'est là que pour la première fois les disciples de Jésus reçurent le nom de chrétiens. Plus tard, Pierre viendra rejoindre les chrétiens d'Antioche. (*Galates*, 2)

On ne réduira pas, bien sûr, la question de comment faire Église autrement aujourd'hui à cette seule vision ecclésio-centrée que je viens de présenter de la vie des communautés chrétiennes et des ministères. Il n'empêche, faire l'impasse sur ces questions ne nous permettrait pas de nous inscrire dans la dynamique d'une bonne théologie qui associe toujours mission, témoignage dans le monde et communion : faire Église avec nos frères et nos sœurs et avec ceux qui cherchent sur les traces de Jésus.

Garantie aussi que la mission dans le monde du chrétien se décline aussi aujourd'hui différemment quand on se pose la question : quel avenir pour le

christianisme aujourd'hui ? Il n'y a pas de réflexion sur l'avenir des communautés chrétiennes, il n'y a pas de réflexion sur comment faire Église autrement, à travers ce que j'ai rapidement indiqué, sans se poser la question du rapport du christianisme avec le monde d'aujourd'hui, et du devenir et du défi du christianisme aujourd'hui.

• Le christianisme a-t-il un avenir ? Quelle est sa nature ?

On entend souvent cette question : est-ce que le christianisme, et notamment à travers certaines images que donne l'Église catholique, tel qu'il est vécu dans le catholicisme, a un avenir ?

En réalité, telle l'arbre qui cache la forêt, cette question nous fait oublier des interrogations plus subtiles et plus précises : quelle est la nature du christianisme ? S'agit-il de la fin d'un modèle chrétien, au profit d'un autre plus évangélique, finalement, ou au contraire le crépuscule irréversible d'une cohérence qui a fait son temps et qui a perdu toute pertinence foncière ? Quelle est l'essence du christianisme ? L'annonce du message chrétien inclut-il nécessairement un fonctionnement psycho-sociologique tel que l'ont véhiculé les grandes institutions religieuses du monothéisme ? C'est à un tel niveau de complexité, qu'il faut résolument se situer, au risque de simplifier les choses. Le seul choix possible n'est pas entre la rupture et la simple perpétuation, en négligeant les espaces si larges des évolutions et des redécouvertes. D'autant que, là aussi, la tradition évangélique nous donne des pistes. Vous le savez, Mgr Bagnard n'est pas le seul dans cette perspective-là, leur crispation, leur leitmotiv, leur refrain infernal, c'est l'identité catholique : « Une société ne peut pas s'élaborer, se travailler, se transformer, sans qu'elle ait comme boussole, comme curseur fondateur, la vérité catholique ».

Or la tradition nous indique justement l'inverse, à ce niveau-là. Toujours dans les *Actes des Apôtres*, les disciples s'identifiaient en s'appelant « frères », « croyants », « ceux qui suivent la trace » ; ils ne s'appelaient pas « chrétiens », ils ne se nommaient pas de ce particularisme sécuritaire qui traverse sans cesse nos communautés et nos responsables.

Je vous l'ai dit tout à l'heure, c'est à Antioche que, pour la première fois, le nom de « chrétiens » fut donné aux disciples, et ce fut l'environnement extérieur qui imposa cette référence. En résumé, ce sont les « païens » qui ont dit des disciples de Jésus que c'étaient des chrétiens. Et ce ne sont pas les chrétiens qui se sont définis comme tels. C'est quand même un renversement de perspective intéressant, si on veut bien y réfléchir. Ce sont donc les païens qui apprennent aux disciples à se définir, d'abord et avant tout, par rapport à celui qui les convoque, qui les appelle.

Ainsi notre recherche humaine et croyante se porte d'abord sur les visages des hommes et des femmes les plus éloignés des réalités chrétiennes, pour tenter de comprendre ce à quoi nous adhérons et en quoi l'Évangile est libérateur, pour nous et les autres. Que d'énergie déployée pour gagner l'extérieur à notre trésor intérieur, alors que c'est de l'extérieur que viendra la possibilité de dire et nommer Celui qui nous fait vivre.

Les pauvres nous évangélisent, dit-on encore, malgré la répression théologique contre la théologie de la libération. Les pauvres nous évangélisent,

dit-on en Amérique latine. En tout cas, s'il y a une spécificité chrétienne, elle a des chances de se situer à cet endroit, celui-là même de faire tomber les barrières, celui-là même de contester les frontières, celui-là même de voir les colonnes du temple s'effondrer.

Ce qui fait le chrétien dans son être profond, c'est la contestation même de ce besoin d'identité, que l'on veut toujours nous faire assumer. « Il n'y a ni juif, ni Grec, ni homme, ni femme », dit saint Paul. En fait notre identité, ce sont des identités dispersées : les pauvres, les étrangers, les sans-papiers, les prisonniers, les malades. C'est le profond du profane, l'extrême du profane, le Christ dispersé, disaient les Pères de l'Église.

Le christianisme est né de cette révolution culturelle, spirituelle, politique. Ayant tout désacralisé, il a rendu tout précaire, tout modifiable ; il a même fondé la laïcité de l'État : « Rendez à César ce qui est à César ». Le christianisme, comme le dit Marcel Gauchet, a été « la religion de la sortie de la religion ». Le christianisme est, dans son fondement originaire, l'histoire de la perte de privilèges ; il ne réclame rien au nom de son Seigneur, rien. Et vouloir retenir une parcelle de ces privilèges, relève en fait d'un identitaire païen. Toute revendication d'excellence de la part du christianisme est en porte-à-faux avec sa condition originaire, sans privilèges.

L'Église est - et n'est que - le lieu où l'on essaie à s'ouvrir à Dieu, avec les compagnons de route ; c'est un tremplin pour se disperser et glisser (?) discrètement la parole laissée par la vérité de l'incarnation du Christ. « Là où il n'y a plus une vérité à faire et à dire, il ne reste plus qu'une place de l'Église à défendre » – j'aime bien cette phrase de Michel de Certeau.

Alors, je finirai là-dessus : un nouveau christianisme, et c'est mon espérance, peut naître en assurant et en vivant son renoncement à la pensée du fondement dogmatique, c'est-à-dire la vérité organisée doctrinalement autour d'un Dieu objectivement saisissable et détentrice d'une vérité reliée par les responsables de l'Église.

Une pensée du fondement en décalage par rapport aux traits qui nous sont familiers, mais donnant enfin toute sa portée à ce qui en est le cœur, c'est-à-dire l'incarnation.

En d'autres mots, le christianisme se trouvera d'une certaine manière lui-même en se perdant, en sortant de lui-même, en passant de la religion à la sécularisation. Un peu ce qu'un George Bernard Shaw exprimait avec tant de causticité et d'humour : « Le christianisme est une très bonne idée. Dommage qu'elle n'ait jamais été essayée ». La mise à jour a peut-être été trop extérieure (cf. ce que je disais au début sur Vatican II), sans oser ressaisir les choses en profondeur.

Cette ambivalence foncière du catholicisme revisité, mais insuffisamment, explique bien que malgré les ouvertures réelles et sincères, à tous niveaux, la sauce nouvelle n'a pas pris, dans les sociétés occidentales, comme prévu. Au contraire, ce sont les courants les plus identitaires, les plus néoconservateurs, qui pour l'instant résistent le mieux, même si à long terme, j'en suis persuadé, on voit mal quel avenir créatif ils pourraient ouvrir, sinon la constitution d'oasis et de chapelles de plus en plus déconnectées du monde.

Aussi la racine du problème doit-elle être bien cernée : une peur sans doute que la mise en cause d'un socle mental et moral, qui caractérise

justement en profondeur la crise de notre modernité, ne mette finalement en difficulté la proposition et la possibilité de la foi chrétienne. C'est la grande peur de notre pape actuel par rapport au relativisme.

Or, paradoxalement, ce socle qui vacille ne met pas seulement en discussion un certain type de discours théistes ou théologiques, une certaine morale, un système de valeurs, mais également un athéisme métaphysique, un refus de la transcendance qui prenait appui justement sur ce qu'il niait. Il ne s'agit pas d'inverser le signe d'une pensée, théisme qui devient athéisme (cf. le livre de Michel Onfray), mais de penser au-delà autrement.

La vérité ne s'exprime plus dès lors sur le mode d'une photocopie, d'une structure fixe du réel reposant sur un socle, mais comme un message historique, qu'il s'agit d'écouter, d'entendre, de vivre, dans une réponse active, engagée et créatrice. En d'autres mots, pour employer une expression qui était chère à Jean-François Lyotard, un philosophe, tous les métarécits, c'est-à-dire les récits qui visent à nous donner la clé de l'ordre du monde, comme fondement essentiel de tout le reste, sont tous tombés en désuétude, et plus encore en discrédit.

« Dieu est mort », disait Nietzsche, et paradoxalement les dieux prolifèrent : voyez les sectes. D'où à la fois un déclin des religions instituées et de leur autorité, qui résistent, bien sûr, et une reconnaissance ou nouvelle émergence du religieux, qui se décline autrement. Le discrédit de toute doctrine qui prétendrait avoir une valeur absolue et définitive, qui imposerait des normes immuables et gravées dans le roc, de l'essence, de la vérité, favorise la multiplication de formes diverses et souvent éclatées de la religiosité, sans oublier les aspirations à la quête du sens et aux démarches mystiques. Pas davantage, nous ne saurions négliger les inévitables effets de retour, les involutions identitaires. Le risque n'est pas conjuré de voir se développer des efflorescences diverses et hétéroclites, rendues possibles par le « à chacun sa vérité » ambiant, avec aussi des identités qui se réaffirment, car l'homme est aussi fatigué d'être et de se faire lui-même, surtout dans les temps qui sont les nôtres aujourd'hui.

L'intérêt d'une nouvelle approche de l'intelligence de la foi chrétienne est de rapprocher ces évolutions radicales : la mort de Dieu, la fin de la métaphysique, du noyau de la Bonne Nouvelle de l'Évangile, de ce que Paul de Tarse appelle la *kénose*, une sorte de dépouillement, de dépossession. Au fond, aussi bien le versant philosophique, Nietzsche, Heidegger et d'autres, que le versant théologique fleurissent en cette belle notion de sécularisation. Cette dernière non seulement n'est pas contraire au christianisme, contrairement à ce que l'on entend en permanence dans l'Église catholique, mais d'une certaine manière le vérifie, l'authentifie, l'accomplit comme sa vocation intime et son destin profond, en lui donnant enfin de trouver un vrai visage d'amitié, au sens fort du terme, et de liberté, autour de la figure du Christ.

A long terme, je suis persuadé qu'un mouvement de fond va permettre l'émergence d'un christianisme autre, plus chrétien que les sédimentations historiques que nous connaissons. A court terme, cet effet de fond est actuellement contredit par un effet de surface, à ne pas minimiser, mais qui ne doit pas non plus être surévalué, car il dissimule mal une grande vulnérabilité interne, et un effritement souterrain colossal.

Apprenons à vivre les conflits, les résistances institutionnelles, religieuses, comme des expressions, des révélateurs d'une panique à bord. On le voit à

l'œuvre, notamment dans le jeune clergé. La sécularisation est le destin du christianisme ; autrement dit, la sécularisation n'équivaut nullement à une mort, à un abandon, à un repli définitif de l'héritage chrétien, mais plutôt à une refondation en profondeur. Quelque part, notre monde occidental est beaucoup plus chrétien qu'on ne le pense et ne le dit ; et justement pour cela il n'a pas à s'attacher à l'affirmation trop identitaire de ses racines. C'est la ligne de fracture qui menace l'Église catholique en son sein aujourd'hui, et c'est là l'enjeu pour l'avenir. Ce que vous vivez avec Mgr Bagnard, c'est exactement ce laboratoire-là.

Au fond, pour être fidèle à lui-même, le christianisme doit retrouver sa vocation laïque et pluraliste, ce qui lui évitera de se situer au-dessus de la mêlée, mais lui facilitera son rôle de méta-partenaire, c'est-à-dire de catalyseur d'un vrai dialogue, de la rencontre, du pluralisme, de l'ouverture réciproque, bien au-delà des intérêts communautaires spécifiques. La sécularisation et la laïcité sont une des vraies chances du christianisme. Ne perdons pas courage et espérance, par rapport à un climat ambiant qui nous dit le contraire.

• Quelques pistes

Pour terminer, voici quelques pistes de résistance, de désobéissance, de liberté intérieure.

- Dans un climat lourd, pénible, où l'horizon se dégage mal, où l'hiver rude ne voit pas poindre le printemps, je crois – et au CAR, vous le faites depuis de très longues années - je crois qu'il est important de travailler sur l'intelligence de la foi ; il est important de se former sur le plan théologique, sur le plan biblique, sur le plan de l'éthique, en correspondance, bien entendu, avec les sciences humaines, en correspondance, bien sûr, avec ce que nous découvrons dans nos activités syndicales, sociales, politiques.

Il faut à tout prix revisiter les tentatives de formuler une pensée chrétienne, de manière à assumer positivement le tournant anthropocentrique de la modernité. Et on a quand même quelques théologiens qui nous aident : Joseph Moingt, Christoph Théobald, etc. Sortons de cette espèce de schizophrénie dont le catholique est dépositaire à son corps défendant, qui fait qu'il est adulte dans sa vie personnelle, dans sa vie intime, dans sa vie familiale, dans sa vie sociale, dans sa vie professionnelle, mais qu'il reste un enfant de chœur dans sa vie de citoyen de l'Église, dans sa vie de disciple de l'Église, de disciple de Jésus Christ.

- La meilleure résistance à un système qui lamine et qui étouffe consiste, et vous en êtes la preuve, à ouvrir des espaces de liberté et, ne craignez pas ce mot trop fort, de transgression. Osez. Arrêtons d'intérioriser ce modèle dominant - dominé. On le fait dans la vie profane, sur le plan syndical, sur le plan politique, sur le plan professionnel. Les chrétiens, les catholiques en particulier, sont vécus comme des gens généreux, engagés, qui témoignent d'une foi qui réconcilie souvent les gens avec l'image que donne l'Église. Nous avons à vivre ce défi sociétal dans lequel nous sommes, dans le cadre de notre mission, dans le cadre de notre témoignage dans le monde ; et nous avons

exactement la même chose à vivre à l'intérieur de l'Église catholique, de la communauté ecclésiale.

- Pour vraiment avancer, c'est-à-dire grandir dans la liberté et dans la vie, il faut miser sur l'événement. Autrement dit, l'histoire ne procède pas seulement par une évolution homogène, continue, insensible, mais souvent par brusques interruptions, tournants imprévus ou décisions inespérées. Bref, l'événement est ce qui fait qu'il y a un avant et qu'il y a un après. La bagarre que vous menez autour de la paroisse qui fait l'objet d'un diktat, est un événement. Cultivez cet événement ; responsabilisez cet événement ; théologisez cet événement. L'événement s'impose de sorte que, même s'il est renié, nul ne peut faire comme s'il n'avait jamais eu lieu.

Vatican II, autre exemple, a été un événement. Pour autant, cela ne signifie pas que l'événement n'ait pas fait l'objet d'une longue préparation discrète ou souterraine ; en ce sens aussi, il nous faut pouvoir deviner, travailler à ce que quelque chose se prépare dans l'Église catholique pour bientôt, et qui pourrait encore en changer encore davantage le visage que Vatican II ne l'avait fait.

Le christianisme devenu autre qui se dessine, exaltant l'amitié plutôt que l'obéissance et la servilité, le désir plutôt que le volontarisme, la fraternité plutôt que la hiérarchie et les rôles, le don et la générosité plutôt que les disciplines des corps et des doctrines, a déjà le visage d'un enfant.

Pour paraphraser Montherlant, même si c'est dans un autre sens : « Le royaume des cieux est un monde dont le prince est un enfant ».

Et quand le vieillard rejoint l'enfant, cela peut donner d'autres Jean XXIII.